

CONDITIONS D'UTILISATION

En accédant à ce site (site <http://geoportail.oeil.nc/marineau>), vous reconnaissez avoir lu, compris et accepté les présentes conditions d'utilisation. Si vous ne les approuvez pas, veuillez renoncer à consulter ce site.

Généralités

Le site « Marin'eau » - (ci-après dénommé « le Service ») est un site mis en œuvre par l'OEIL contribuant à informer les internautes.

Les présentes conditions d'utilisations régissent l'accès à l'ensemble des données et services proposés par l'OEIL sur le site « Marin'eau ».

L'utilisation de ce service, des données ou des services associés vaut acceptation pleine et entière de ces conditions.

Pour toute demande de précision, vous pouvez vous adresser à :

OEIL - 11 rue Guynemer - 98800 NOUMEA – fabien.albouy@oeil.nc

Origine et propriété des données diffusées

Les données numériques sont la propriété de l'OEIL ou de ses partenaires (Gouvernement de la Nouvelle-Calédonie, AEL, Vale Nouvelle-Calédonie) lesquels ont autorisé leur diffusion sur ce site;

La mention « Origine de l'information : OEIL – Nom du/des propriétaires - geoportail.oeil.nc/marineau » accompagnera tout document, chaque carte et tout produit issu des données numériques en vue d'une publication ou présentation orale à réaliser à partir des données mises à disposition dans le cadre de cette convention. La publication et/ou présentation devra faire l'objet d'un accord préalable de l'OEIL ;

Usage du site et des données

L'utilisateur s'engage à utiliser l'information cartographique contenue sur le site seulement pour un usage personnel, et non à des fins commerciales.

Toute reproduction de ces informations, sans accord préalable de l'OEIL et de ses partenaires, est strictement interdite.

Absence de garantie et de responsabilité

L'OEIL s'efforce d'assurer l'exactitude et la mise à jour des informations diffusées sur ce site, dont il se réserve le droit de corriger, à tout moment et sans préavis, le contenu. Il ne peut cependant garantir et ne pourra pas être tenu responsable de l'exhaustivité, l'exactitude, l'absence d'erreurs, la véracité, le caractère actuel, la qualité, la justesse, la disponibilité et l'absence de modification par un tiers (intrusion, virus) des informations contenues sur le présent site.

L'OEIL décline toute responsabilité dans l'utilisation qui pourrait être faite de cette information et des conséquences qui pourraient en découler, notamment au niveau des décisions qui pourraient être prises ou des actions qui pourraient être ou non entreprises à partir de ces informations. Vous demeurez seul et unique responsable de l'usage des informations et des résultats obtenus à partir de ces informations. Il vous appartient par ailleurs de vérifier l'intégrité des informations reçues via Internet.

Il n'est reconnu aucune valeur juridique particulière au contenu des données numériques mises à disposition. Les informations ainsi mises à disposition du public ne sont pas opposables aux tiers et ne peuvent en aucune façon créer des droits.

Propriété intellectuelle

L'ensemble de ce site relève de la législation française et internationale sur le droit d'auteur, de façon générale, sur la propriété intellectuelle, aussi bien en ce qui concerne sa forme qu'en ce qui concerne chacun des éléments de son contenu (textes, images, etc.). Ces contenus, figurant sur les pages de ce site, sont la propriété exclusive l'OEIL et de ses partenaires (Gouvernement de la Nouvelle-Calédonie, AEL, Vale Nouvelle-Calédonie). Vous vous engagez par

ailleurs à ne pas utiliser ces contenus et de ne pas permettre à quiconque d'utiliser ces contenus à des fins illégales. Par exception, certains contenus (textes, images) sont la propriété exclusive de leurs auteurs respectifs.

Toute reproduction, représentation, diffusion ou rediffusion, en tout ou partie, du contenu de ce site sur quelque support par quelque procédé que ce soit (notamment par voie de caching, framing) de même que toute vente, revente, retransmission ou mise à disposition à un tiers de quelque manière que ce soit sont interdites. Le non-respect de cette interdiction constitue une contrefaçon susceptible d'engager la responsabilité civile et pénale du contrefacteur.